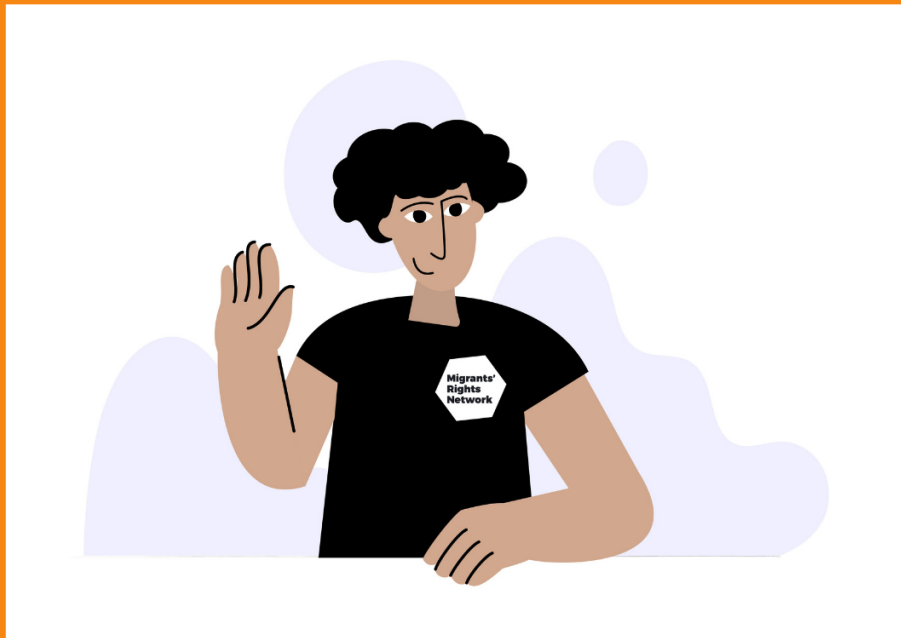


Connaître ses droits



we stand up for all migrants

Introduction

Découvrez qui a produit ce guide et quel est son objectif.

Accéder à ce guide

Nous avons mis ce guide à disposition en ligne ainsi qu'au format PDF, en anglais et dans une série d'autres langues. [Voir les langues disponibles.](#)

Qui a produit ce guide ?

Le guide a été produit et coordonné par le Réseau des droits des migrants.

Contributeurs :

- Against Borders for Children
- Doctors of the World UK
- Focus on Labour Exploitation (FLEX)
- Liberty
- Migrants at Work
- Migrants' Rights Network (MRN)
- Open Rights Group
- Projet 17
- Victim Support
- Welsh Refugee Council
- Unity Project
- Mind

Avec nos remerciements à : Jean Demars, Joint Council for the Welfare of Immigrants (JCWI), StopWatch, Stop Hate UK, Respond Crisis Translation.

Traduction: Katia Widlak

Toutes ces organisations se sont réunies pour rédiger ce guide car elles existent pour défendre et promouvoir les droits de tous les migrants. Nous espérons qu'il vous aidera à comprendre comment la loi vous affecte et ce que vous pouvez faire.

L'objectif de ce guide

Nous avons rédigé ce guide à l'intention de tous les migrants vivant au Royaume-Uni, y compris ceux qui n'ont pas de documents et ceux qui tentent de régulariser leur statut d'immigration, y compris les demandeurs d'asile.

Ce guide a pour but de vous aider à comprendre vos droits dans une situation où les règles d'immigration changent régulièrement. Il est également utile à toute personne qui ne peut prouver qu'elle est britannique ou qu'elle bénéficie d'une autorisation de séjour illimitée, par exemple si vous n'avez pas de passeport ou de documents d'immigration. Les autres migrants, y compris ceux de l'Union européenne, les réfugiés et les personnes bénéficiant d'une autorisation de séjour limitée, le trouveront également utile.

Ces dernières années, le gouvernement a fait en sorte qu'il soit plus difficile pour tous les migrants de vivre leur vie sans craindre les contrôles d'immigration et la menace d'une déportation ou d'un renvoi du pays. Le gouvernement espère que cela forcera de nombreuses personnes à quitter le Royaume-Uni. Il veut également décourager d'autres personnes de venir dans le pays.

Que fait le gouvernement ?

- Il tente d'empêcher les sans-papiers de faire les choses quotidiennes dont ils ont besoin pour mener une vie normale : travailler, avoir un compte bancaire, conduire une voiture, louer une maison...
- Il demande également à certains migrants de payer à l'avance les traitements médicaux, sauf en cas d'urgence (voir la section détaillée sur la santé).
- Il demande aux médecins, aux infirmières, aux banques, aux propriétaires et aux employeurs de vérifier les documents des personnes.
- Le ministère de l'Intérieur obtient parfois des informations d'autres services gouvernementaux pour retrouver les sans-papiers.

Ce que ce guide va vous expliquer:

1

Quels sont vos droits

2

Comment les modifications de la loi peuvent vous affecter

3

Ce que vous pouvez faire si vous faites face à des défis

4

Où vous pouvez obtenir de l'aide et des conseils

Bancaire



Bancaire

Découvrez les règles applicables aux services bancaires et ce que vous pouvez faire si une banque prend une mauvaise décision.

Qu'est-ce qui est nouveau ?

Les banques et les sociétés de crédit immobilier ne sont pas autorisées à ouvrir des comptes aux personnes qui n'ont pas l'autorisation d'entrer ou de rester au Royaume-Uni.

Si une banque ou une société de crédit immobilier refuse de vous laisser ouvrir un compte bancaire, elle doit vous dire pourquoi.

Depuis le 30 octobre 2017, les banques et les sociétés de crédit immobilier doivent effectuer des contrôles d'immigration sur tous leurs clients tous les 3 mois. Si elles découvrent que vous pourriez être au Royaume-Uni sans autorisation, elles doivent en informer le ministère de l'Intérieur.

Si cela se produit, le ministère de l'Intérieur pourrait :

- Demandez à un tribunal de geler votre compte, ce qui signifie que vous ne pourrez pas l'utiliser pendant un certain temps.
- Faites en sorte que la banque ferme votre compte.

En mai 2018, le gouvernement a suspendu la fermeture des comptes bancaires. Il n'est pas clair si la fermeture des comptes bancaires a repris depuis.

Toutefois, les banques continuent à effectuer des contrôles d'immigration sur tous les comptes tous les trois mois et à informer le ministère de l'intérieur des comptes qui, selon elles, appartiennent à des personnes se trouvant au Royaume-Uni sans autorisation.

Y a-t-il des exceptions pour les nouveaux comptes bancaires ?

Si le ministère de l'Intérieur décide qu'il existe une bonne raison pour laquelle vous ne pouvez pas quitter le Royaume-Uni, ce qu'il appelle un " obstacle légitime " à la sortie du Royaume-Uni, vous pouvez être autorisé à ouvrir un compte bancaire même si vous n'avez pas l'autorisation de rester ou l'autorisation d'entrer.

Le ministère de l'Intérieur n'a pas défini ce qu'est un "obstacle légitime". Vous devez obtenir un avis juridique avant de contacter le ministère de l'Intérieur.

Que puis-je faire si une banque commet une erreur ?

Si vous pensez que vous êtes légalement présent au Royaume-Uni ou qu'il existe une autre raison pour laquelle vous devriez être autorisé à détenir un compte bancaire, vous devez déposer une plainte directement auprès du ministère de l'Intérieur. Il est conseillé de demander un avis juridique avant de le faire.

Si votre banque gèle votre compte, vous avez le droit de faire appel, mais vous devriez demander un avis juridique avant de le faire.

Que doit faire une banque si elle commet une erreur ?

Si vous avez des preuves que vous devriez être autorisé à ouvrir un compte et qu'une banque refuse de vous ouvrir un compte, elle doit contacter le ministère de l'Intérieur. Les preuves peuvent être votre passeport, votre permis de séjour biométrique ou un autre document montrant que vous avez le droit de rester au Royaume-Uni. Si la banque refuse de contacter le ministère de l'Intérieur même après lui avoir montré l'un de ces documents, vous devez demander un avis juridique avant de contacter vous-même le ministère de l'Intérieur.

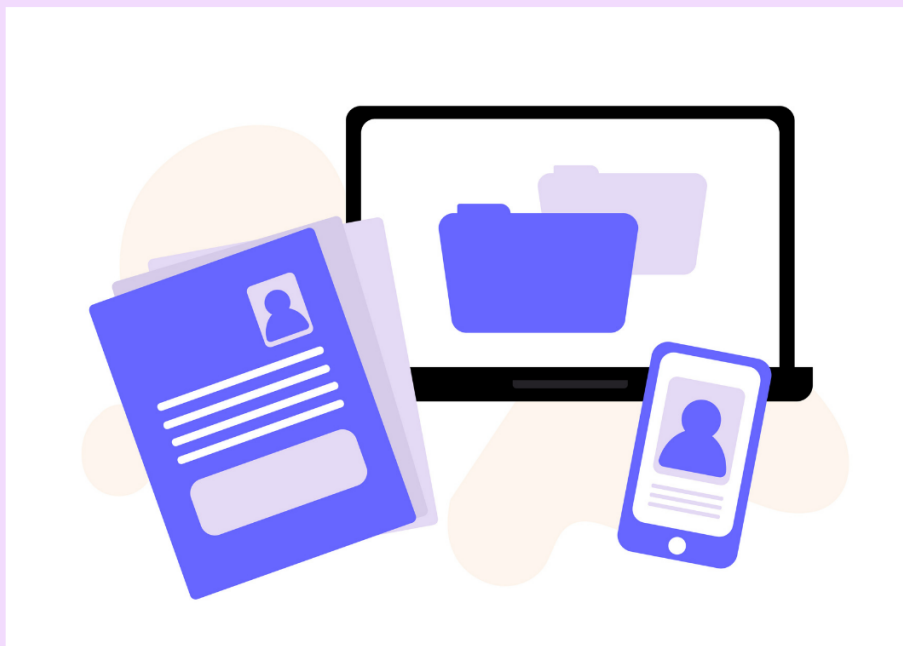
Si votre banque ferme votre compte et que vous fournissez des preuves montrant que votre compte ne devrait pas être fermé, votre banque doit contacter le ministère de l'Intérieur au sujet de votre compte.

Pour plus d'informations et d'assistance:

Appelez Migrants 'Rights Network au **07534 488696**

Du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30 ou par e-mail: info@migrantsrights.org.uk

Droits Numériques



Droits numériques

Découvrez quels sont vos droits en ce qui concerne vos données personnelles et comment vous pouvez les contrôler.

Que se passe-t-il ?

Une personne dispose d'un certain nombre de droits en vertu de la loi sur la protection des données de 2018, qui pourraient être invoqués si vous êtes concerné :

- que vos données personnelles sont utilisées de manière illégale.
- Il y a une erreur dans vos données personnelles qui doit être corrigée.
- que vous vous opposez au traitement de vos données personnelles, que vous souhaitez le restreindre ou l'effacer.
- que vous faites l'objet d'un profilage ou d'une prise de décision automatisée (décisions prises par un algorithme).

Quels sont mes droits ?

Une personne a le droit de confirmer à un responsable du traitement des données (toute organisation susceptible de détenir vos données personnelles, telle qu'une autorité locale, un employeur, un propriétaire, un médecin ou une école) si ses données personnelles sont traitées ou non et, le cas échéant, d'accéder à ses données personnelles et aux informations suivantes :

Informations que vous devriez recevoir

- Pourquoi ils traitent vos données et quels types de données personnelles ils traitent.
- La durée de conservation de vos données personnelles.
- Vos autres droits en vertu de la loi sur la protection des données de 2018 - Le droit de demander la rectification, l'effacement, la restriction du traitement ou l'objection au traitement de vos données personnelles.
- À qui vous pouvez adresser vos plaintes - Le droit de déposer une plainte auprès d'une autorité de surveillance.
- S'ils n'ont pas collecté les données personnelles auprès de vous, auprès de qui ils les ont obtenues - Toute information disponible quant à leur source.

- L'existence d'une décision prise à votre sujet par un algorithme, et des informations sur la manière dont cette décision a été prise. - L'existence d'une prise de décision automatisée, y compris le profilage, et, dans certains cas, des informations significatives sur la logique impliquée ainsi que sur l'importance et les conséquences envisagées pour la personne concernée.

Vous avez le droit de recevoir gratuitement une copie de vos données personnelles qui sont traitées et les informations ci-dessus.

J'ai constaté une erreur dans les données détenues à mon sujet.

Vous avez le droit d'obtenir du responsable du traitement, sans retard excessif, la rectification des données à caractère personnel inexactes qu'il détient à votre sujet (article 16 du GDPR). Vous pouvez le faire en fournissant une déclaration au responsable du traitement des données. Le responsable du traitement doit vous communiquer cette correction, ainsi qu'à chacune des autres organisations auxquelles il a communiqué vos données, sauf si cela s'avère impossible ou implique des efforts disproportionnés, et il doit vous informer de l'identité de ces organisations si vous le demandez.

Je souhaite que mes données personnelles soient effacées

Vous avez le droit de demander l'effacement ("droit à l'oubli") (article 17) si les données ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été collectées, ou si le responsable du traitement traite les données sur la base de votre consentement, que vous retirez ce consentement et qu'il n'y a pas d'autre motif légal pour le traitement.

Je souhaite restreindre ou m'opposer au traitement de mes données personnelles.

Vous avez le droit de restreindre le traitement (empêcher le traitement) (article 18) si, par exemple, vous affirmez que les données sont inexactes et que le responsable du traitement doit vérifier ce point.

Vous avez le droit de vous opposer au traitement de vos données personnelles si elles sont traitées pour des raisons spécifiques :

- Une tâche d'intérêt public ou l'exercice de l'autorité publique (de nombreux traitements effectués par les autorités publiques seront effectués dans ce cadre, car ils seront traités).
- Il est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement (ceci n'est pas disponible pour les activités des tâches publiques, il est donc peu probable qu'il s'agisse de).

Si vous vous y opposez, il incombe au responsable du traitement des données de démontrer qu'il existe une raison impérieuse de continuer à traiter les données qui l'emporte sur vos droits et libertés fondamentaux.

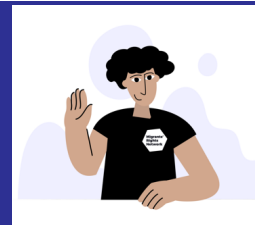
Une décision à mon sujet a été prise automatiquement

Vous avez le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée uniquement sur une prise de décision automatisée si celle-ci produit des effets juridiques ou d'une importance similaire, sauf si des conditions spécifiques s'appliquent.

Si le responsable du traitement des données est le ministère de l'Intérieur, il doit vous informer que la restriction s'applique et tous les responsables du traitement des données doivent vous informer que vous avez le droit de porter plainte ou de faire appel contre la décision de restreindre vos droits sur les données.

Soutien supplémentaire

- L'Information Commissioner's Office est le régulateur de la loi sur la protection des données au Royaume-Uni et peut recevoir des plaintes individuelles.
- Des organisations comme Open Rights Group, Foxglove et Privacy International cherchent toutes à soutenir les organisations d'immigration et seront heureuses de leur apporter un soutien supplémentaire.
- Open Rights Group serait particulièrement intéressé d'entendre si vous êtes préoccupé par le fait que l'exemption d'immigration restreint vos droits en matière de données.



Conduite



Conduite

Découvrez quels sont vos droits pour conduire au Royaume-Uni, et comment traiter avec la police et les problèmes de permis.

Qu'est-ce qui est nouveau ?

Depuis 2014, la Driving and Vehicle Licence Agency (DVLA) n'est pas autorisée à vous délivrer un permis de conduire si vous ne résidez pas "légalement" au Royaume-Uni. Cela s'applique à toutes les personnes qui n'ont pas l'autorisation de rester ou l'autorisation d'entrer.

La DVLA peut révoquer (annuler) votre permis de conduire si elle pense que vous n'êtes pas au Royaume-Uni avec une autorisation. La DVLA n'est pas tenue de vous informer de l'annulation de votre permis. Cela signifie que vous ne découvrirez peut-être pas que vous conduisez illégalement avant d'être arrêté par la police.

Quels sont les pouvoirs de la police ?

La police a déjà le pouvoir d'arrêter les conducteurs pour n'importe quelle raison. Cela signifie qu'elle a le droit de vous arrêter même si elle ne pense pas que vous avez fait quelque chose de mal.

Si vous êtes arrêté par la police alors que vous conduisez, elle peut exiger de voir les documents suivants :

- Permis de conduire
- Certificat d'assurance
- Certificat MOT

Si vous n'avez pas ces documents sur vous, vous devez les apporter à un poste de police dans les 7 jours. Si vous ne les apportez pas au commissariat de police dans les 7 jours, alors vous enfreignez la loi et vous pourriez être poursuivi en justice.

Les agents de police peuvent également exiger que vous passiez un alcootest pour vérifier si vous avez consommé de l'alcool. Si vous refusez de vous soumettre à un alcootest, vous enfreignez la loi et vous pouvez être traduit en justice.

Si un agent de police pense que vous n'avez pas d'assurance, il est possible que votre voiture soit confisquée jusqu'à ce que vous puissiez prouver que vous êtes assuré.

Que dois-je dire si je suis arrêté ?

Vous n'êtes pas obligé de répondre aux questions des policiers sur votre statut d'immigré.

S'ils vous le demandent, vous devez indiquer à la police votre nom, votre adresse et votre date de naissance. Vous devez également leur indiquer le nom et l'adresse du propriétaire du véhicule. Si vous refusez de répondre à ces questions, vous êtes probablement en infraction avec la loi et vous pourriez être poursuivi en justice.

Si un agent de police pense que vous avez commis une infraction plus grave, il peut décider de vous arrêter. Si tel est le cas, la police fait la déclaration suivante : "Vous n'êtes pas obligé de dire quoi que ce soit, mais cela peut nuire à votre défense si vous ne mentionnez pas, lors de l'interrogatoire, quelque chose sur lequel vous vous appuieriez plus tard au tribunal. Tout ce que vous direz pourra être présenté comme preuve". Ils vous emmèneront ensuite généralement dans un poste de police. Au poste de police, vous avez le droit de demander à voir un avocat gratuitement, ou de parler à un avocat par téléphone. Demandez toujours à voir un avocat : la police ne doit pas vous dissuader d'en voir un. Ne parlez jamais à la police, sauf si votre avocat vous le conseille.

Puis-je vérifier si ma licence a été révoquée ?

Consulter ou partager les informations relatives à votre permis de conduire :

www.gov.uk/view-driving-licence

0300 083 0013

Du lundi au vendredi, de 8h à 19h Samedi, de 8h à 14h

Puis-je faire appel d'une décision de retrait de mon permis ?

Vous pouvez faire appel auprès d'un Magistrates' Court contre l'annulation de votre permis.

Pour plus d'informations et de soutien

Liberty

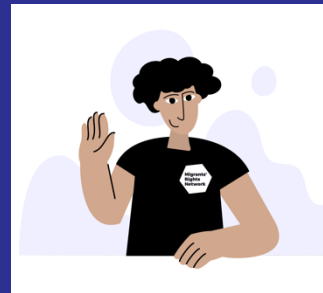
0845 123 2307

020 3145 0461

Lundi-Jeudi : 18h30-20h30

Mercredi : 12h30-14h30

www.libertyhumanrights.org.uk



Éducation



Éducation

Découvrez vos droits en matière d'éducation et à qui vous adresser si ces droits ne sont pas respectés.

Qu'est-ce qui est nouveau ?

Chaque enfant au Royaume-Uni jusqu'à l'âge de 16 ans a droit à une éducation, quel que soit son statut d'immigration.

Que se passe-t-il ?

Depuis 2016, dans le cadre du recensement scolaire, les écoles étaient tenues par le ministère de l'Éducation de recueillir la nationalité et le pays de naissance des enfants âgés de 5 à 19 ans. En avril 2018, à la suite d'une campagne de deux ans et d'une action en justice, le ministère de l'Éducation a déclaré qu'il n'exigeait plus que les écoles collectent ces informations. Cependant, il affirme qu'il ne supprimera pas les informations collectées entre 2016 et 2018.

L'école de votre enfant ne devrait plus demander sa nationalité ou son pays de naissance. Si elle le fait, vous avez le droit de refuser.

Les autres informations personnelles recueillies dans le cadre du recensement scolaire (l'adresse du domicile par exemple) sont stockées dans la base de données nationale des élèves. Ces informations peuvent être partagées avec le ministère de l'Intérieur s'il tente de vous retrouver.

Pourquoi est-ce un problème ?

Chaque mois, le ministère de l'Intérieur demande les informations recueillies par le biais du recensement scolaire afin de commencer à réexaminer les familles qui pourraient se trouver au Royaume-Uni sans autorisation de séjour. Le ministère de l'Intérieur peut demander au ministère de l'Éducation de vérifier dans la base de données les adresses de personnes nommément désignées.

Quels sont mes droits et ceux de mes enfants ?

Les parents sont tenus de remplir le formulaire de recensement. Cela signifie que vous devez fournir une adresse de domicile à l'école.

Les écoles ne doivent pas demander aux enfants leur nationalité ou leur pays de naissance.

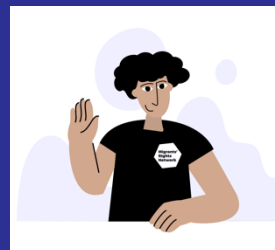
Ni vous ni votre enfant ne doivent se voir demander le passeport ou les documents d'identité de vos enfants. Si vous êtes préoccupé par le fait que les informations sur la nationalité et le pays de naissance de vos enfants sont toujours détenues par le gouvernement, vous pouvez déposer une plainte. Contactez Schools ABC ou Liberty si vous souhaitez le faire.

Si vous craignez que l'adresse de vos enfants soit communiquée au ministère de l'Intérieur afin qu'il puisse vous retrouver, vous ou un membre de votre famille, vous pouvez peut-être intenter une action en justice. Contactez Liberty si vous souhaitez obtenir des informations à ce sujet.

Pour plus d'informations et de soutien

Against Borders for Children (Schools ABC)

écolesabc.net



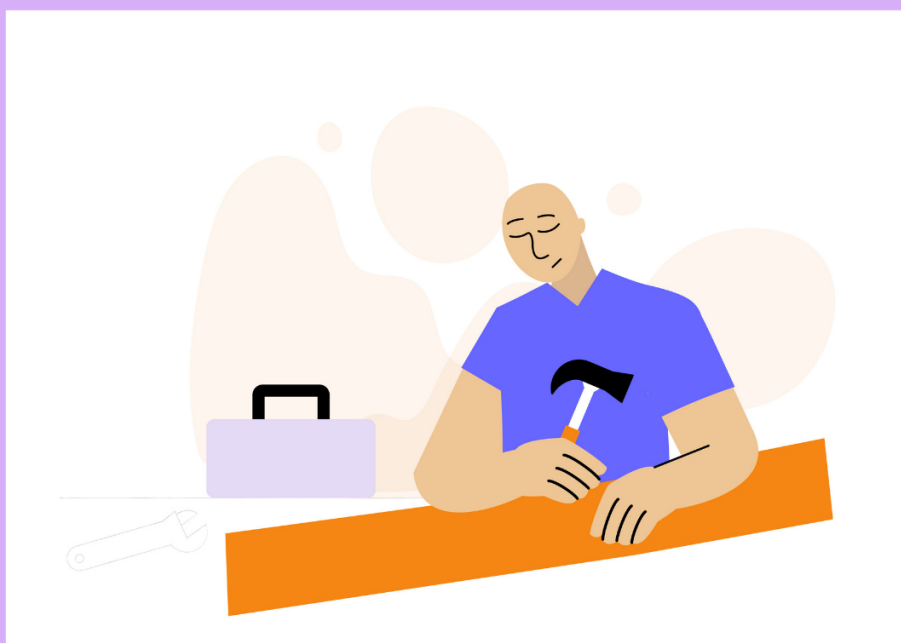
Liberty

0845 123 2307 / 020 3145 0461

Lundi-Jeudi : 18h30-20h30 Mercredi : 12h30-2h30

libertyhumanrights.org.uk

Emploi



Emploi

Découvrez vos droits en matière de travail au Royaume-Uni et comment les règles actuelles affectent à la fois les employeurs et les employés.

Il est illégal d'employer une personne qui n'a pas l'autorisation de travailler au Royaume-Uni. Il est également illégal de travailler si vous n'avez pas l'autorisation de le faire. Les employeurs doivent vérifier les documents de leurs employés.

Que se passe-t-il ?

Les agents d'immigration sont autorisés à pénétrer dans les locaux sous licence sans mandat ni autorisation écrite afin de vérifier si les personnes qui y travaillent ont le droit de travailler.

Les locaux sous licence sont :

- Les lieux qui vendent de l'alcool, par exemple les pubs, les bars, les clubs, les restaurants et les débits de boissons.
- Les lieux vendant des rafraîchissements tard dans la nuit. Il s'agit d'aliments ou de boissons chaudes entre 23 heures et 5 heures du matin, même s'ils ne sont pas consommés sur place. Exemples : cafés, restaurants, plats à emporter.
- Lieux de divertissement, notamment : théâtres, cinémas, événements sportifs en salle, boxe, salles de concert, clubs.
- Les clubs sociaux, sportifs ou politiques.

Les sanctions à l'encontre des employés et des employeurs qui enfreignent la loi ont été récemment renforcées.

Conseils aux employeurs

Quelles vérifications dois-je effectuer avant d'employer quelqu'un ?

Il y a trois étapes à suivre pour vérifier si une personne a le droit de travailler :

- Demandez-leur leurs documents d'identification (par exemple, leur passeport).
- Vérifiez la validité des documents en leur présence.

Faites des copies des documents et conservez-les en lieu sûr. Vous devez également noter la date à laquelle les contrôles ont été effectués et le nom de la personne qui a effectué le contrôle.

La loi stipule que les employeurs doivent effectuer et enregistrer ces contrôles. Mais vous n'êtes pas tenu de coopérer avec les services d'immigration au-delà de cette obligation.

Que dois-je faire si les services d'immigration se rendent dans mon entreprise ?

Les services d'immigration ne peuvent entrer dans votre entreprise que s'ils disposent d'une autorisation écrite :

- Un mandat avec le nom de la personne recherchée.
- Une lettre d'un directeur adjoint du [ministère de l'Intérieur](#), qui doit indiquer le nom de la personne recherchée.

Dans de nombreux cas, les services d'immigration font signer un formulaire de consentement, ce qui signifie qu'ils comptent sur votre accord volontaire pour entrer dans l'entreprise et enquêter. Vous n'êtes pas obligé de signer ce formulaire et vous pouvez leur demander poliment de quitter votre entreprise (s'ils y sont déjà entrés). Si tel est le cas, vous pouvez vous attendre à ce qu'ils reviennent avec une autorisation écrite dans les jours ou les semaines qui suivent.

Vous n'êtes pas obligé de les laisser entrer dans votre entreprise s'ils n'ont pas d'autorisation écrite.

Que se passe-t-il si je suis surpris à employer une personne qui n'a pas l'autorisation de travailler ?

Vous pouvez être condamné à une amende pouvant aller jusqu'à 20 000 £ par travailleur sans papiers, ou à une peine de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans, ou les deux. Personne n'a encore été envoyé en prison pour avoir employé une personne sans autorisation de travail. Les fonctionnaires de l'immigration disposent également de nouveaux pouvoirs leur permettant de confisquer des biens ou des revenus ou de fermer des entreprises.

Si vous vous voyez infliger une amende, vous devez immédiatement demander conseil à un avocat. Même si vous êtes pris en train d'employer quelqu'un illégalement, il existe des moyens de faire appel ou de réduire l'amende.

Conseils aux employés

Quels sont les contrôles du droit au travail ?

Les lois sur l'immigration ont accru la responsabilité des employeurs quant au statut d'immigration de leurs employés, des migrants et des travailleurs britanniques issus de la communauté noire. Les employeurs sont tenus de procéder à des vérifications du droit au travail". Certains employeurs font appel à un service de vérification des employeurs (ECS) pour évaluer le "droit de travailler".

Les contrôles SCE émettent des avis de vérification négatifs pour les personnes qui ne sont pas soumises aux règles d'immigration. Des erreurs peuvent se produire au cours de ce processus, ce qui peut vous mettre dans une situation difficile. Les fonctionnaires du ministère de l'intérieur peuvent donner de mauvais conseils en ce qui concerne le droit au travail. Par conséquent, les employeurs qui ne sont pas des experts en matière d'immigration sont susceptibles de vous suspendre ou de mettre fin à votre contrat sur-le-champ. Il est donc urgent de demander conseil dès que possible et de vous renseigner sur vos droits en matière d'immigration et d'emploi. Les conseils en matière d'immigration sont strictement réglementés car il s'agit d'un domaine complexe du droit. Si vous n'êtes pas sûr de votre statut d'immigrant et de votre autorisation de travailler, vous devez demander un conseil juridique à ce sujet et sur les options qui s'offrent à vous.

Que se passe-t-il si je suis pris en train de travailler illégalement ?

Les personnes qui n'ont pas le droit de travailler peuvent se voir retirer leurs revenus ou leurs biens par le gouvernement. Dans certains cas, il existe également un risque d'être détenu et/ou expulsé.

Quels sont mes droits au travail ?

Vos droits au travail dépendent de votre statut professionnel. Les trois statuts possibles sont : employé, travailleur ou indépendant. Vous trouverez de plus amples informations sur le statut professionnel sur le site Web du Trade Union Congress : <https://www.tuc.org.uk/employment-status-and-rights> . Le Work Rights Centre a également créé un outil en ligne qui peut vous donner une indication de votre statut professionnel probable : <https://www.workrightscentre.org/work-right>.

Tous les travailleurs et les employés ont des droits fondamentaux minimums au travail. Cela inclut les droits à :

- Être rémunéré au salaire minimum national pour chaque heure travaillée
- Recevoir une fiche de paie détaillée qui explique son salaire.
- Pauses et congés réguliers
- Ne pas être confronté à la discrimination ou au harcèlement en raison de son identité.
- Travailler dans un environnement sûr, avec l'équipement adéquat pour le travail.

En outre, les employés ont le droit de ne pas être licenciés injustement de leur emploi.

Bien que les travailleurs indépendants aient moins de droits que les travailleurs et les employés, ils ont le droit de ne pas subir de discrimination ou de harcèlement sur leur lieu de travail et de travailler dans un environnement sûr.

Vous pouvez trouver plus d'informations sur vos droits en contactant l'une des organisations mentionnées ci-dessous dans la section Exploitation de ce guide.

Quels sont mes droits si je suis victime de discrimination raciale ou de harcèlement au travail ?

Tous les travailleurs ont le droit de ne pas être victimes de discrimination ou de harcèlement au travail en raison de leur race, de leur nationalité ou de leur origine ethnique, entre autres caractéristiques. Vous avez peut-être subi une discrimination si vous avez été traité de manière moins favorable en raison de votre race, de votre nationalité ou de votre origine ethnique, entre autres "caractéristiques protégées". Ce traitement peut concerner les heures de travail, le travail que vous effectuez ou d'autres questions, notamment le refus d'une promotion ou d'une formation.

Le harcèlement comprend une grande variété d'actions, telles que des commentaires racistes ou d'autres comportements offensants ou intimidants. Il comprend également le harcèlement sexuel, tel que des commentaires sexuels dirigés contre vous.

Vous pouvez obtenir des conseils sur ce qu'il faut faire en cas de discrimination et de harcèlement potentiels au travail auprès des organisations énumérées ci-dessous dans la section "Exploitation".

Quel soutien les syndicats peuvent-ils offrir et comment puis-je y adhérer ?

Un syndicat est une organisation de travailleurs qui cherche à promouvoir les intérêts des travailleurs, à prévenir les mauvais traitements et à aider les membres individuels en cas de litiges et de problèmes. Ce sont des organisations de membres, auxquelles les travailleurs versent une cotisation mensuelle.

Au niveau individuel, un syndicat peut offrir des conseils et une représentation lorsque vous entrez en conflit avec votre employeur. Il peut, par exemple, vous aider à contester le versement d'un salaire insuffisant ou vous accompagner à une audience disciplinaire. La plupart des syndicats disposent de conseillers juridiques qui peuvent vous conseiller sur vos droits.

Au niveau collectif, un syndicat représente la voix collective des travailleurs, en défendant leurs intérêts par la négociation avec les employeurs et en organisant l'action industrielle en cas de conflit.

Le syndicat qui vous convient le mieux dépend de votre secteur d'activité. Vous pouvez utiliser le site Web du Trade Union Congress pour trouver un syndicat qui vous convient : [:https://www.tuc.org.uk/joinunion](https://www.tuc.org.uk/joinunion). En outre, voici quelques exemples de syndicats qui représentent en grande partie les travailleurs migrants au Royaume-Uni :

- [Independent Workers of Great Britain \(IWGB\)](#) : branches dans les secteurs du nettoyage et des installations, des coursiers, des chauffeurs privés, de la sécurité et autres.
- [Cleaning and Allied Independent Workers Union \(CAIWU\)](#) : représente les travailleurs de l'industrie du nettoyage et des installations.
- [United Voices of the World \(UVW\)](#) : branches pour les travailleurs du nettoyage, de l'hôtellerie, du commerce de détail, de la sécurité, les travailleurs du sexe et autres.
- [Unite the Union](#) : syndicat général représentant les travailleurs de tous les secteurs.

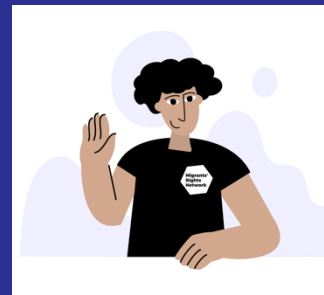
Pour plus d'informations et de soutien

Migrants' Rights Network

07534 488696

Du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30
info@migrantsrights.org.uk

<https://migrantsrights.org.uk/>



Anti- Raids network

<http://antiraid.net/immigration-checks-%20know-your-rights/>

(disponible en plusieurs langues)

Bail for Immigration Detainees

020 3745 5226

(Si vous avez été détenu et avez besoin de soutien)

Exploitation



Exploitation

Découvrez ce qui constitue une exploitation et à qui vous pouvez vous adresser si vous pensez être exploité.

Comment puis-je reconnaître les signes de l'exploitation du travail ?

Vous êtes peut-être victime d'exploitation au travail si :

- vous n'êtes pas payé du tout ou vous êtes payé en dessous du taux convenu ou on vous demande de faire des heures supplémentaires non rémunérées
- vous avez peu ou pas de temps libre ou de pauses.
- votre employeur effectue des déductions arbitraires, peu claires ou injustes sur votre salaire
- votre employeur a pris votre passeport ou vos documents d'identité
- votre employeur vous fournit un logement exigu ou dangereux ou vous facture plus que prévu pour le logement et/ou le transport lié au travail, ce qui vous endette.
- vous êtes menacé ou victime de violence
- on ne vous donne pas l'équipement nécessaire pour faire votre travail en toute sécurité
- vous travaillez dans des conditions dangereuses.

Quels sont mes droits à une indemnisation si j'ai été exploité dans le cadre de mon travail ?

Si vous avez été victime d'exploitation par le travail, vous pouvez peut-être demander une indemnisation. Vous devez demander un conseil juridique ou demander à un travailleur de soutien de vous orienter vers un conseil en matière d'indemnisation dès que possible. Les délais pour introduire certaines demandes peuvent être très courts et stricts.

Il existe un certain nombre d'options pour obtenir une indemnisation, dont un conseiller juridique peut discuter avec vous :

- une plainte devant le tribunal du travail, pour des salaires impayés et des violations d'autres droits liés au travail.
- une plainte civile contre un employeur, par exemple pour des dommages physiques ou psychiatriques causés par l'exploitation.
- une plainte contre l'État, par exemple pour ne pas avoir fourni l'aide et la protection appropriées
- une demande d'indemnisation auprès de la Criminal Injuries Compensation Authority (CICA).

Un conseiller juridique peut fournir des conseils individuels sur les possibilités d'indemnisation en fonction de votre situation particulière.

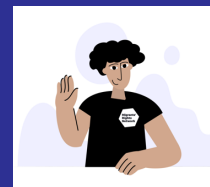
Vous avez peut-être droit à une **aide juridique** pour vous aider à demander une indemnisation. L'État prend en charge une partie ou la totalité de vos frais de justice parce que vous n'avez pas les moyens de les payer vous-même. Si vous êtes victime de la traite des êtres humains ou du travail forcé, vous pouvez avoir droit à une aide juridique pour demander certaines formes d'indemnisation.

Votre conseiller peut être amené à vous poser des questions sur vos revenus et vos éventuelles économies afin de déterminer si vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle. Un conseiller juridique doit toujours vous fournir une "lettre de prise en charge du client" indiquant les frais et honoraires éventuels et précisant si vous avez droit à l'aide juridictionnelle.

Pour plus d'informations et de soutien

Si vous cherchez des informations générales sur vos droits au travail et sur la manière de soulever un problème, vous pouvez appeler Acas au **0300 123 1100** ou visiter le site www.acas.org.uk . L'Acas est une organisation gouvernementale qui aide les travailleurs et les employeurs à résoudre leurs problèmes au travail.

Vous pouvez également trouver des informations sur vos droits au travail par le biais du Employment Rights Hub du maire de Londres :
<https://www.london.gov.uk/what-we-do/employment-rights-hub> .



Vous y trouverez une liste de services indépendants, gratuits et confidentiels de conseil en matière d'emploi, gérés par des organisations travaillant avec les migrants au Royaume-Uni, notamment :

- [Les migrants au travail](#)
- [Réseau des centres juridiques](#)
- [Centre de ressources de l'Europe de l'Est](#)
- [Centre des droits du travail](#)
- [Kalayaan](#) (conseils sur le travail domestique uniquement)
- [Service des droits des femmes d'Amérique latine](#)

Autorité sur les maîtres de gangs et les abus du travail

Il s'agit de l'agence gouvernementale chargée de protéger les travailleurs contre l'exploitation. Vous pouvez les appeler anonymement au **0800 432 0804**.

intelligence@gla.gov.uk

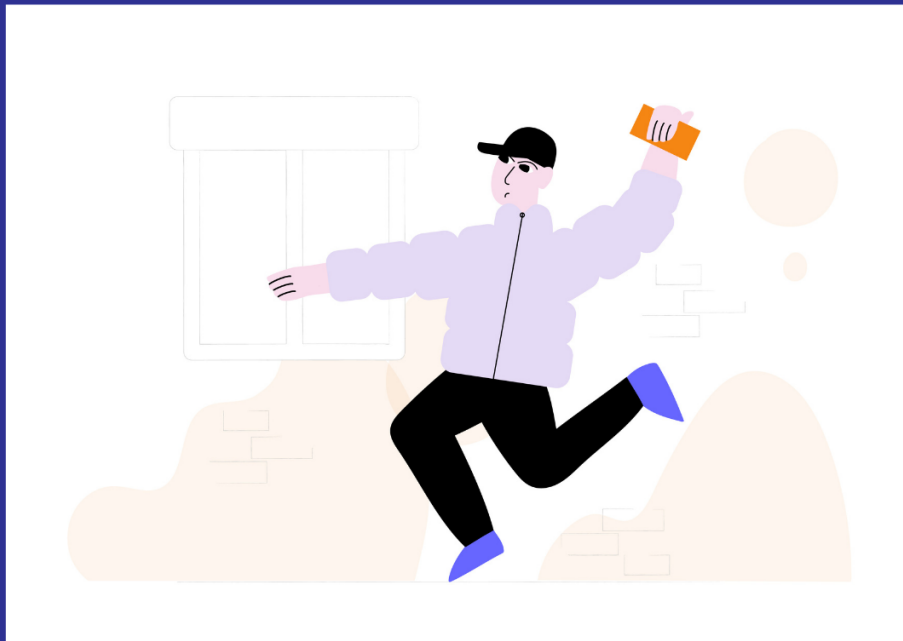
Si vous êtes sans papiers, ce n'est peut-être pas la meilleure option pour vous.

Ligne d'assistance sur l'esclavage moderne

Appelez le **0800 121 7000**.

Ils peuvent vous conseiller sur vos droits en tant que victime potentielle d'exploitation au Royaume-Uni, quel que soit votre statut d'immigration. Ils offrent un soutien dans plusieurs langues et les appels sont confidentiels.

Crime Haineux



Crime de haine

Découvrez ce qui constitue un crime de haine et ce que vous pouvez faire si vous en êtes victime.

Les crimes ou incidents haineux sont des actes d'hostilité à votre égard en raison de votre origine ethnique, de votre religion, de votre foi, de votre handicap, de votre identité transgenre ou de votre orientation sexuelle. Vous pouvez faire un rapport, si la haine vous a été adressée ou si vous avez vu quelqu'un d'autre en être victime. Il peut s'agir de membres de votre famille, d'amis, de personnes que vous venez de rencontrer ou de personnes que vous ne connaissez pas.

Les crimes de haine peuvent se produire n'importe où, chez vous, dans un bus, dans un parc, à l'école ou à l'université.

Quels sont les exemples de crimes haineux ?

Les gens portent des jugements sur vous et vous attaquent à cause de ces jugements. Ce n'est pas acceptable au Royaume-Uni. Cela peut également être illégal et constituer un crime ! Vous avez le droit de vous sentir en sécurité chez vous, dans votre communauté et dans les lieux publics.

Il y a beaucoup de choses inacceptables qui peuvent arriver aux gens et qui deviennent un Incident Haineux lorsqu'elles sont faites parce que quelqu'un a porté un jugement sur vous.

Les incidents haineux peuvent se manifester sous différentes formes, comme par exemple :

- être poussé, harcelé ou menacé
- se faire jeter quelque chose à la figure ou recevoir un mauvais message dans sa boîte aux lettres
- quelqu'un qui s'approche de vous de manière menaçante
- gestes offensifs non verbaux ou mimiques vous visant
- se faire cracher dessus, être battu ou recevoir des coups de pied
- se faire traiter de noms grossiers, se moquer de vous ou subir des blagues méchantes
- endommagement ou le vol de votre propriété, l'agression d'un voisin, un incendie criminel ou des conflits de voisinage ou être victime d'intimidation en raison de votre handicap, de votre race, de votre religion, de votre orientation sexuelle ou de votre identité transgenre.

Que puis-je faire si je suis victime ou témoin d'un crime haineux ?

Si vous êtes victime d'une forme quelconque de crime haineux, il est important de signaler votre situation. Le fait de signaler votre situation peut contribuer à faire en sorte que l'incident ne se poursuive pas et aider la police à mieux répondre aux incidents de crimes haineux.

Si vous êtes dans une situation d'urgence, appelez la police au **999**. Cela inclut si vous pensez que votre vie ou celle d'une autre personne est en danger, si vous êtes physiquement attaqué ou si votre agresseur est à proximité.

Que faire si l'incident implique la police ?

Vous pouvez déposer une plainte concernant votre expérience avec un membre du personnel de la police en contactant :

La commission indépendante des plaintes contre la police

www.ipcc.gov.uk

Vous pouvez également obtenir des conseils sur votre situation en contactant :

Stop Hate UK

0800 138 1625 (ligne d'assistance 24 heures sur 24)

Si je le signale, que se passe-t-il alors ?

Lorsque vous signalez un crime de haine, la police prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer votre sécurité. Elle viendra vous voir, à moins que vous ne préfériez la rencontrer dans un poste de police ou lui parler par téléphone, et vos coordonnées seront recueillies de manière confidentielle. La police écoutera votre récit de ce qui s'est passé et vous proposera le soutien d'autres organisations, telles que l'aide aux victimes, tout au long de l'enquête. La police cherchera également des moyens d'empêcher la personne de vous contacter si nécessaire.

On ne vous demandera pas de parler à la personne, de la confronter ou d'avoir un contact direct avec elle, mais on pourra vous demander de :

- Faites une déclaration
- Donnez toute preuve que vous pouvez avoir, comme des images de téléphone portable ou de vidéosurveillance, des blessures ou des photographies.
- Faire une déclaration de victime, c'est-à-dire dire comment vous vous sentez par rapport à ce qui vous est arrivé et comment votre vie a été affectée.
- Témoigner au tribunal avec l'aide d'un représentant de Victim Support.

Toute information que vous donnez sur un incident peut être importante et peut être liée à un incident similaire survenu à quelqu'un d'autre dans votre région.

La police peut connaître la personne et être en mesure d'obtenir des preuves de l'incident grâce à un téléphone portable ou à des images de vidéosurveillance. Elle peut même être en mesure d'empêcher que l'incident ne dégénère en crimes haineux plus graves. Veuillez donc à le signaler à quelqu'un.

Et si je suis un demandeur d'asile et que je ne veux pas attirer l'attention sur moi ?

Les crimes et incidents haineux sont traités par votre police locale et n'ont aucune incidence sur votre demande d'asile. Si quelqu'un essaie de vous faire du mal en raison de ce que vous êtes ou de ce qu'il pense que vous êtes, ce n'est pas votre faute. La police travaillera avec vous pour s'assurer que l'enquête n'interrompt pas les rendez-vous relatifs à votre demande d'asile et les détails de votre rapport sur les crimes haineux ne seront pas transmis à votre responsable de dossier au ministère de l'Intérieur.

En outre, le fait de signaler un incident haineux n'aura aucune incidence sur votre logement ou votre aide au logement. Toutefois, si vous avez besoin d'un logement plus sûr en raison de votre incident haineux, vous recevrez une aide à cet effet.

Comment puis-je signaler un incident de crime haineux ?

Aide aux victimes

0300 303 1982

reportheate.victimsupport.org.uk/hate-crime

Il existe un formulaire que vous pouvez envoyer par courrier électronique dans la langue de votre choix si vous le souhaitez. Quelqu'un d'autre peut signaler l'incident pour vous si vous ne souhaitez pas le faire vous-même. Toute information sur l'incident peut être utile, même si vous n'en connaissez pas tous les détails.

Stop Hate UK

Si vous êtes victime d'un crime haineux en raison de votre transsexualité ou de votre orientation sexuelle : **0808 801 0661**. Si vous êtes victime d'un crime haineux en raison de votre handicap, vous pouvez également contacter : **0808 802 1155**
SMS : **07717 989 025**.

Si vous avez besoin d'un relais textuel, si vous êtes sourd ou si vous avez un trouble de l'audition ou de la parole, vous pouvez envoyer un SMS : **18001 0800 138 1625**.

IRU - Islamophobia Respond Unit

Si vous avez été victime d'islamophobie et que vous souhaitez organiser une rencontre avec eux, il existe un formulaire à remplir sur leur page web.

0203 904 6555

Ligne d'assistance téléphonique du lundi au vendredi (sauf jours fériés) de **10h00 à 17h00**.

[Signaler un incident](#)

Santé



Santé

Découvrez quels sont vos droits en matière de soins médicaux et ce que vous devez faire si vous recevez une facture médicale que vous ne pouvez pas payer.

Tout le monde a le droit de s'inscrire auprès d'un médecin généraliste et de recevoir des soins primaires gratuits, quel que soit son statut d'immigrant. Les soins primaires comprennent également les dentistes, les pharmacies, les optométristes (où vous pouvez faire tester votre vue) et les opticiens.

Vous devrez peut-être remplir un formulaire HCl pour bénéficier de soins dentaires gratuits, d'une ordonnance gratuite et d'un examen oculaire gratuit. Si vous avez besoin d'aide à ce sujet, contactez Médecins du Monde (coordonnées ci-dessous). Les services suivants devraient toujours être gratuits :

- Traitement dispensé dans les unités d'accident et d'urgence des hôpitaux
- Diagnostic et traitement de maladies infectieuses spécifiques et d'infections sexuellement transmissibles (par exemple, tuberculose, VIH)
- Planification familiale (contraception et conseils, mais pas d'interruption de grossesse)
- Services fournis dans le cadre de la ligne téléphonique de conseil NHS 111
Visiteurs de santé et infirmières scolaires.
- Le test de dépistage du COVID-19 est gratuit. Si le résultat du test est positif, le traitement pour le COVID-19 est gratuit.

Qu'est-ce qui est nouveau ?

Il y a un certain nombre de changements différents que vous devez connaître lorsque vous accédez aux services de santé. Nous les avons divisés en trois sections.

1. Services hospitaliers et de santé communautaire

[Les personnes sans papiers](#) peuvent se voir facturer les services de santé hospitaliers ou communautaires (voir les exceptions ci-dessus). C'est également le cas des personnes titulaires d'un visa de courte durée et des [demandeurs d'asile](#) déboutés.

Depuis le 23 octobre 2017, le gouvernement veut faire payer les gens à l'avance pour les soins de santé, obligeant les hôpitaux et les services de santé communautaires à vérifier les documents de chaque patient, y compris les passeports et les preuves d'adresse. Les soins non urgents seront refusés si le patient ne peut pas payer.

Si vous êtes enceinte, et si vous êtes une personne sans papiers, vous ne devrez pas payer à l'avance mais vous recevrez quand même une facture. Cela s'applique à tous les soins prénatals, à l'accouchement et aux soins postnatals. Si un médecin pense que vous avez besoin d'un traitement urgent ou immédiat, vous ne devrez pas payer à l'avance, mais vous recevrez une facture ultérieurement. Si vous avez besoin d'un traitement urgent qui entraînera une douleur ou une incapacité importante ou une aggravation substantielle de votre état, vous devez être soigné. Dans d'autres cas, le traitement urgent peut être retardé, et donc ne pas être fourni.

2. Surtaxe sanitaire pour les demandes d'immigration

Les personnes originaires de pays hors Union européenne qui demandent à entrer ou à rester au Royaume-Uni doivent s'acquitter d'une "surtaxe de santé" dans le cadre de leur demande. Cette surtaxe est actuellement de £300 par an pour les étudiants et de £400 par an pour toutes les autres demandes de visa et d'immigration, mais les coûts seront portés à £624 par demandeur à partir d'octobre 2020 par le gouvernement. Les personnes à charge, comme les enfants, devront généralement payer le même montant. Par exemple, un adulte avec deux enfants faisant une demande pour rester au Royaume-Uni devra payer £1200 par an pour le moment, et à partir d'octobre 2020, ce montant passera à £1872. Le personnel du NHS et des services sociaux est désormais exempté de cette surtaxe.

Vous pouvez ne pas avoir à payer si vous pouvez prouver que vous êtes sans ressources. Si vous êtes sans abri ou si vous n'avez pas assez d'argent pour acheter de la nourriture, vous êtes considéré comme indigent.

3. Partage d'informations entre le Home Office et le National Health Service (NHS)

Le NHS partage certaines informations sur les patients avec le ministère de l'Intérieur :

- Si vous avez besoin d'un traitement hospitalier, le service hospitalier du NHS peut contacter le ministère de l'Intérieur et partager des informations vous concernant afin de vérifier votre statut d'immigrant.
- Si vous avez une facture d'hôpital de plus de £500 qui n'a pas été payée depuis deux mois ou plus, le NHS peut informer le ministère de l'intérieur

Que dois-je faire si je reçois une facture que je ne peux pas payer ?

Il est très important de ne pas ignorer les factures d'hôpital. Vous devez contacter l'hôpital même si vous ne pouvez pas payer. L'hôpital devrait être en mesure de vous proposer un plan de remboursement, il suffit de le demander. S'il ne veut pas le faire, vous devez contacter votre service local de conseil en matière d'endettement (par exemple, [Citizen's Advice](#)) qui devrait pouvoir vous aider. Vous pourrez peut-être rembourser les factures un peu chaque mois. Votre demande d'autorisation de séjour ou d'entrée peut être refusée si vous avez des dettes envers le NHS.

Pour plus d'informations et de soutien

Si vous devez remplir un formulaire HC1 (pour obtenir des ordonnances, des soins dentaires et des examens de la vue gratuits), si un cabinet de médecine générale refuse de vous inscrire sans adresse, si vous êtes inquiet au sujet d'une facture ou d'une dette d'hôpital, si un hôpital refuse de vous soigner sans paiement, contactez Médecins du monde pour obtenir de l'aide et des conseils.

Médecins du monde

0808 1647 686 (du lundi au vendredi de 10h à 12h)

clinic@doctorsoftheworld.org.uk

Maternity Action

0808 800 0041 (jeudi de 10h à 12h)

Pour des informations sur la santé mentale, veuillez consulter notre [section correspondante](#).

Logement



Logement

Renseignez-vous sur votre droit de louer un logement au Royaume-Uni.

Qu'est-ce qui est nouveau ?

Le droit au logement a changé pour de nombreuses personnes - en particulier celles originaires de pays européens - le 1er janvier 2021.

Cela s'explique par le fait que le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne et que les règles de "libre circulation" ne s'appliquent plus.

Les ressortissants européens ont-ils droit à des prestations ou à une aide au logement ?

Les droits au logement et aux prestations des ressortissants européens (EEE) et des membres de leur famille se trouvant légalement au Royaume-Uni le 31 décembre 2020 sont protégés. Ils peuvent obtenir de l'aide en matière d'allocations, de logement social et s'ils deviennent sans abri, tout comme auparavant. Ces règles couvrent :

- Ceux qui bénéficient déjà d'un "statut de résident permanent" dans le cadre du programme d'établissement de l'UE (EUSS).
- Les personnes qui ont présenté une demande dans le cadre du EUSS mais qui bénéficient d'un "statut de pré établissement : elles conservent leurs droits jusqu'à ce qu'elles obtiennent un statut d'établissement complet.
- Toute personne qui était légalement résidente au 31 décembre 2020 mais qui n'a pas encore déposé de demande auprès de l'EUSS, à condition qu'elle dépose sa demande avant le 30 juin 2021.

Qu'en est-il des nouveaux arrivants et des ressortissants d'autres pays ?

Tous les ressortissants d'autres pays et - à quelques exceptions près - tous les ressortissants européens arrivés après le 1er janvier 2021, ne peuvent bénéficier d'une aide au logement et d'une aide sociale que s'ils remplissent les conditions requises. Dans la plupart des cas, ils doivent être autorisés à rester indéfiniment ou avoir le statut de réfugié.

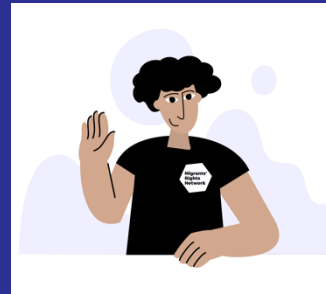
Les personnes peuvent également y prétendre si elles ont subi des violences domestiques ou si elles ont droit à l'aide des services sociaux (par exemple, parce qu'elles ont des enfants). Mais les règles pour bénéficier de cette aide spéciale sont strictes et vous aurez peut-être besoin d'un soutien supplémentaire si vous en faites la demande.

Pour plus d'informations et de soutien

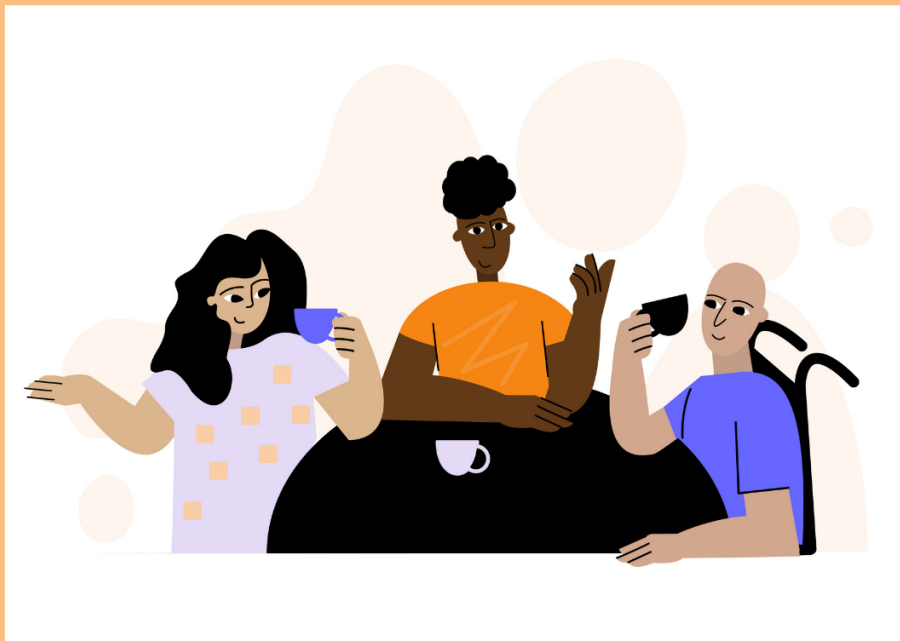
Vous trouverez des informations détaillées sur vos droits en matière de logement et d'allocations sur le site www.housing-rights.info.

Shelter et Shelter Scotland proposent des conseils sur leurs sites Web. Ils proposent également une ligne d'assistance gratuite pour les problèmes urgents au **0808 800 4444**, ouverte de 8h à 20h du lundi au vendredi et de 9h à 17h le week-end.

Au Pays de Galles, Shelter Cymru propose des conseils sur son site Web. Ils proposent également des conseils par téléphone au **0345 075 5005** et peuvent répondre aux demandes par e-mail via le site Web.



Santé Mentale



Santé mentale

Renseignez-vous sur la santé mentale et les possibilités de soutien qui s'offrent à vous. Ce guide s'applique uniquement en Angleterre et au Pays de Galles

Qu'est-ce que la santé mentale ?

La santé mentale concerne la façon dont nous pensons, ressentons et agissons. Nous avons tous une santé mentale et nous devons en prendre soin.

Notre santé mentale peut aller de bonne à mauvaise.

Une bonne santé mentale peut vous aider à penser positivement et à vous sentir bien dans votre peau.

Une mauvaise santé mentale peut signifier que vous avez du mal à gérer vos pensées ou vos sentiments.

Quels sont les problèmes de santé mentale ?

Nous nous sentons tous parfois tristes, inquiets ou en colère. Mais si vous éprouvez des sentiments difficiles qui durent longtemps, vous souffrez peut-être d'un problème de santé mentale.

Beaucoup de gens souffrent de problèmes de santé mentale, et il en existe de nombreux types différents. Ils vont des problèmes courants, comme la [dépression](#) et l'[anxiété](#), à des problèmes plus rares comme la [schizophrénie](#) et les [troubles bipolaires](#).

D'autres termes que vous pouvez entendre, ou préférer utiliser à la place de "problème de santé mentale", incluent :

- une mauvaise santé émotionnelle
- accablé
- maladie mentale
- santé mentale
- des "difficultés émotionnelles".

Quelles sont les causes des problèmes de santé mentale ?

Les problèmes de santé mentale peuvent avoir de nombreuses causes. Pour beaucoup d'entre nous, il peut y avoir plus d'une cause.

Le fait de vivre des expériences très difficiles peut contribuer aux problèmes de santé mentale. Ces expériences peuvent être liées à la migration. Par exemple :

- si vous avez subi des violences dans votre pays d'origine et avez dû le quitter
- si vous êtes séparé de votre famille et de vos amis
- si vous demandez l'autorisation de rester au Royaume-Uni et que vous n'êtes pas sûr du résultat.

Consultez les [informations de Mind sur les problèmes de santé mentale](#) pour en savoir plus.

Comment puis-je obtenir un soutien pour ma santé mentale ?

Si vous avez des difficultés, vous pouvez toujours demander de l'aide. Même si vous n'êtes pas sûr de souffrir d'un problème de santé mentale.

Vous devriez demander de l'aide si vous êtes.. :

- s'inquiéter plus que d'habitude
- vous avez du mal à profiter de la vie
- avoir des pensées et des sentiments qu'il est difficile de gérer.

Il existe différents endroits où vous pouvez essayer d'obtenir de l'aide pour votre santé mentale. Vous trouverez peut-être certains endroits plus faciles d'accès que d'autres. Vous trouverez des informations sur vos droits en matière de soins médicaux dans la [section Santé de ce guide](#).

Un médecin (GP)

Votre médecin généraliste local est là pour vous aider dans votre santé mentale comme dans votre santé physique.

Toute personne vivant en Angleterre ou au Pays de Galles peut s'inscrire auprès d'un cabinet médical. **Vous n'avez pas besoin de prouver votre statut d'immigrant pour vous inscrire.** Vous devrez peut-être vous inscrire en tant que patient temporaire si vous restez dans la région pendant moins de trois mois.

Votre médecin généraliste pourrait :

- faire un diagnostic
- vous offrir un soutien et des traitements (tels que des thérapies par la parole et des médicaments)
- vous adresser à un spécialiste de la santé mentale, par exemple un psychiatre
- recommander des options de soutien local.

Si vous avez des difficultés à comprendre l'anglais, demandez à votre cabinet médical de vous fournir un interprète pour votre rendez-vous.

Devrai-je payer pour le soutien et le traitement ?

L'inscription auprès d'un cabinet de médecine générale est gratuite. Une fois que vous vous êtes inscrit, la consultation de votre médecin généraliste est également gratuite.

Il peut être compliqué de savoir si vous devez payer pour d'autres aides du National Health Service (NHS). Cela dépend notamment de plusieurs facteurs :

- **votre statut d'immigration.** Par exemple, vous n'aurez pas à payer pour la plupart des traitements si vous êtes un réfugié ou un demandeur d'asile avec une demande en cours.
- **votre revenu.** Vous pouvez bénéficier d'une aide pour les frais de santé si vous avez un faible revenu. Par exemple, vous pouvez obtenir une aide pour payer les ordonnances en Angleterre (elles sont gratuites au Pays de Galles si vous êtes inscrit auprès d'un médecin généraliste).

- **le type de traitement dont vous avez besoin.** Le traitement NHS est divisé en deux types de soins :
 - les soins primaires, dispensés par les médecins généralistes et les services communautaires. La plupart des soins primaires sont gratuits, quel que soit votre statut d'immigrant.
 - les soins secondaires, dispensés par les hôpitaux et les spécialistes. Le paiement de ces soins peut dépendre de votre statut d'immigrant. Vous trouverez des informations sur vos droits en matière de soins médicaux dans la [section "Santé" de ce guide](#).
- **si vous avez été interné.** Si vous êtes [interné](#) et détenu à l'hôpital en vertu de la loi de 1983 sur la santé mentale, vous n'aurez pas à payer pour les soins que vous recevez pendant votre séjour à l'hôpital. Certaines personnes ayant fait l'objet d'un internement peuvent bénéficier d'une aide et d'un soutien gratuits lorsqu'elles quittent l'hôpital. C'est ce qu'on appelle [le "suivi de l'article 117"](#). Ces soins doivent être fournis gratuitement, quel que soit votre statut d'immigration.
- **que vous soyez en Angleterre ou au Pays de Galles.** Par exemple, en Angleterre, certains demandeurs d'asile déboutés ne peuvent pas bénéficier d'un traitement hospitalier NHS gratuit. Au pays de Galles, les demandeurs d'asile déboutés peuvent bénéficier d'un traitement hospitalier NHS gratuit.

Contactez [Médecins du Monde](#) pour obtenir des conseils si :

- un cabinet de médecine générale refuse de vous inscrire
- vous vous inquiétez d'une facture d'hôpital
- vous ne savez pas quels soins de santé vous pouvez obtenir gratuitement
- vous avez du mal à accéder à un traitement NHS
- vous êtes en Écosse ou en Irlande du Nord, où des règles différentes peuvent s'appliquer.

0808 1647 686 (du mardi au jeudi, de 10h à 12h)

clinic@doctorsoftheworld.org.uk

Vous trouverez des informations sur vos droits en matière de soins médicaux dans la [section "Santé" de ce guide](#).

Organisations caritatives et du troisième secteur

Il existe de nombreuses organisations caritatives qui proposent des services de soutien, comme par exemple :

- **services d'écoute.** Les services d'écoute sont là pour vous permettre de parler de vos sentiments et de vos expériences sans vous juger ou vous dire quoi faire. Par exemple, vous pouvez appeler [Samaritans](#) au **116 123**. Vous pouvez également envoyer [un](#) SMS au numéro **85258** pour obtenir un soutien par SMS. Ces deux services sont gratuits et toujours ouverts.
- **des informations** sur les problèmes de santé mentale et les possibilités de soutien
- **des groupes de soutien** avec des personnes ayant partagé des expériences communes
- **les thérapies par la parole.** Elles consistent à parler à un professionnel qualifié de vos pensées et de vos sentiments.

Pour trouver ces services, vous pourriez :

- contactez votre Mind local. Les Minds locaux sont des organisations caritatives indépendantes qui offrent un soutien en matière de santé mentale. [Trouvez votre Mind local sur le site web de Mind](#)
- appelez [l'Infoline de Mind](#) au **0300 123 3393**, du lundi au vendredi, de 9h à 18h. L'Infoline peut vous aider à trouver un soutien dans votre région.
- voir la liste ci-dessous pour d'autres organisations qui pourraient vous aider.

Voir les [informations de Mind sur la recherche d'aide pour un problème de santé mentale](#) pour plus de détails.

Comment puis-je obtenir de l'aide en cas de crise ?

Si votre vie est en danger en ce moment

Si vous avez l'impression que vous allez tenter de vous suicider ou que vous vous êtes fait du mal, vous avez besoin d'une aide médicale urgente. S'il vous plaît :

- appelez le **999** pour une ambulance
- ou allez directement aux urgences, si vous le pouvez.

Si vous ne pouvez pas le faire tout seul, demandez à quelqu'un de vous aider.

Les urgences de santé mentale sont sérieuses. Vous ne faites perdre de temps à personne.

Si vous ne voulez pas appeler le 999

Si vous pouvez vous mettre à l'abri pendant un court moment, mais que vous avez quand même besoin de conseils urgents :

- contactez le [NHS 111](#) si vous habitez en Angleterre
- contactez [NHS 111 ou NHS Direct \(0845 46 47\)](#) si vous habitez au pays de Galles.
- contacter un service local [d'assistance téléphonique d'urgence en matière de santé mentale](#). Ces services ne sont actuellement disponibles qu'en Angleterre.

Ces services peuvent vous orienter vers des soins secondaires, que vous devrez peut-être payer. Vous trouverez des informations sur vos droits en matière de soins médicaux dans la section Santé de ce guide.

Pour plus de détails, consultez les [informations de Mind sur la façon d'obtenir de l'aide en cas de crise](#).

Rappelez-vous :

- Il est toujours bon de demander de l'aide, même si vous n'êtes pas sûr de souffrir d'un problème de santé mentale.
- Vous n'avez pas besoin de prouver votre statut d'immigrant pour vous inscrire auprès d'un médecin généraliste.
- Si vous avez des difficultés à comprendre l'anglais, demandez au service s'il peut vous fournir un interprète.

Pour plus d'informations et de soutien



Mind Services:

- <https://www.mind.org.uk/information-support/>. Cela comprend des options de soutien et des idées pour prendre soin de **soi**.
- **Les lignes d'assistance de Mind** fournissent des informations et un soutien par téléphone et par courriel.
- **Local Minds** propose des services dans toute l'Angleterre et le Pays de Galles. Ces services comprennent des thérapies par la parole, des groupes de soutien et la défense des intérêts.

Autres organisations:

British Red Cross

<https://www.redcross.org.uk/>

0808 196 3651 (de 10h à 18h tous les jours)

Soutien pratique et émotionnel, y compris pour les réfugiés. [La ligne d'assistance de la Croix-Rouge britannique](#) est disponible dans plus de 200 langues.

Doctors of the World

<https://www.doctorsoftheworld.org.uk/>

0808 1647 686 (du mardi au jeudi de 10h à 12h)

clinic@doctorsoftheworld.org.uk

Conseils et soutien concernant l'accès aux soins de santé, y compris pour les migrants.

Helen Bamber Foundation

<https://www.helenbamber.org/>

Soutien aux survivants de la traite et de la torture, y compris thérapie, protection juridique et aide au logement.

Hub of Hope

hubofhope.co.uk

Une base de données nationale d'organisations caritatives et d'organismes de santé mentale de toute la Grande-Bretagne qui offrent des conseils et un soutien en matière de santé mentale.

NHS UK

nhs.uk/mental-health

Informations sur les problèmes de santé mentale et les traitements, y compris des détails sur les services locaux du NHS en Angleterre. Par exemple, vous pourrez peut-être vous adresser aux [services de thérapies psychologiques du NHS \(IAPT\)](#).

Refugee Council

<https://www.refugeecouncil.org.uk/>

Informations et soutien pour les réfugiés, y compris les services de santé mentale.

Samaritains

116 123 (téléphone gratuit)

jo@samaritans.org

Freepost SAMARITANS LETTRES

samaritains.org

Les Samaritains sont ouverts 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour toute personne qui a besoin de parler. Vous pouvez vous rendre en personne dans certaines agences Samaritans. Les Samaritains ont également une ligne téléphonique en langue galloise au **0808 164 0123** (de 19h à 23h tous les jours).

Shout

85258 (texte SHOUT)

giveusashout.org

Service de soutien par SMS pour les personnes en crise.

Guide d'auto-assistance

Quels sont les signes qui indiquent que je devrais m'inquiéter de ma santé mentale ?

En matière de santé mentale, il n'existe pas de norme pour mesurer ce qui est "normal", mais une mauvaise santé mentale peut avoir des répercussions négatives sur votre vie :

- Relations avec la famille et les autres
- Intérêt pour les activités, les milieux sociaux et autres situations
- Niveaux d'énergie
- Capacité à s'engager dans la procédure d'asile

La recherche suggère que l'exposition à des événements traumatiques fréquemment vécus par les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile contribue à une mauvaise santé mentale. Ces événements incluent également le stress consécutif à la migration vers un nouveau pays.



Si vous ne vous sentez pas vous-même pendant une période prolongée (3 semaines ou plus), cela peut être un signe que vous devriez vous concentrer sur votre santé mentale.

Les signes suivants sont généralement de bons indicateurs d'un éventuel problème de santé mentale :

1. Des changements en vous ?

- **Faible énergie.** Les personnes qui ont des problèmes de santé mentale se sentent souvent fatiguées et ont du mal à se motiver pour faire leurs activités habituelles, y compris sortir du lit.
- **Changements d'humeur fréquents, accès d'émotion ou irritabilité.** Le fait d'éprouver des humeurs intenses (par exemple, irritation, colère, sentiment de frustration ou de larme) qui oscillent d'un extrême à l'autre peut être un signe que vous avez du mal à réguler vos pensées et vos sentiments et un problème de santé mentale plus général).
- **Sentiment de dévalorisation ou de culpabilité.** Les pensées dépressives où l'on se critique ou se blâme constamment, comme "Je ne vaux rien" ou "C'est ma faute", sont des signes possibles d'une mauvaise santé mentale, comme la dépression.

2. Des changements dans le fonctionnement ?

- **Un sommeil perturbé.** Des changements durables dans les habitudes de sommeil, notamment un mauvais sommeil, des difficultés à s'endormir ou à rester endormi, ainsi que des excès fréquents de sommeil, peuvent être des signes de mauvaise santé mentale.

- **Changements d'appétit ou de poids.** Si vous remarquez des changements spectaculaires de votre poids ou de votre appétit sur une courte période, cela peut être le signe d'un problème de santé mentale.
- **Aggravation des symptômes physiques.** Les troubles de la santé mentale peuvent entraîner des effets secondaires physiques, notamment une accélération du rythme cardiaque, des étourdissements, des symptômes gastro-intestinaux, des sueurs et des maux de tête. En général, si des symptômes physiques apparaissent sans autre cause médicale, cela peut être le signe d'un problème de santé mentale.
- **Abus de substances.** La consommation de substances telles que l'alcool et les drogues pour faire face à la situation peut être le signe d'un problème de santé mentale. La surconsommation et la dépendance aux substances peuvent également contribuer à une mauvaise santé mentale.



3. Des changements dans les relations avec les autres et dans votre rapport au monde ?

- **Interagir de manière inhabituelle.** Si vos proches commentent votre comportement en le qualifiant d'inhabituel ou de peu caractéristique sur une période prolongée et que vous ne ressentez pas de changement notable, cela peut être le signe d'un problème de santé mentale.
- **Sentiment de repli sur soi.** Le fait de se retirer des activités régulières que vous aimez et de vous isoler des autres peut indiquer un problème de santé mentale.
- **Perte de joie.** Il est normal d'avoir de mauvaises journées et d'éprouver de la déception et de la tristesse dans la vie, surtout après des événements traumatisants comme le fait d'être obligé de quitter son domicile. Cependant, si ces sentiments négatifs dominent votre vie quotidienne, en particulier lorsque vous pratiquez des activités que vous aimez, cela peut être un signe que votre santé mentale souffre et est déséquilibrée.
- **Prendre des risques inutiles.** Vous pouvez remarquer que vous prenez délibérément plus de risques, par exemple en traversant une route alors qu'il n'est pas sûr de le faire. Ce type de comportement peut signifier que vous voulez vous blesser ou vous tuer et constitue un bon indicateur de la nécessité d'obtenir une aide urgente.

Que puis-je faire pour améliorer et prendre soin de ma santé mentale ?

Il existe de nombreuses preuves que vous pouvez commencer à vous sentir un peu mieux si vous apportez de petits changements à vos activités quotidiennes. Les activités aident à nous distraire d'autres soucis, de mauvais souvenirs et de pensées négatives, ainsi qu'à augmenter les niveaux d'énergie avec des activités comme l'exercice, ce qui augmente la libération de substances chimiques "feel good" dans notre cerveau.



Voici quelques-unes des meilleures mesures à prendre pour améliorer et prendre soin de votre bien-être mental

- **Connectez-vous et parlez avec d'autres personnes.** Si votre santé mentale vous inquiète, parlez-en à une personne de confiance et envisagez d'élargir votre cercle social. Les relations positives et de confiance sont importantes pour le bien-être mental et peuvent contribuer à fournir un soutien émotionnel et à développer un sentiment d'appartenance et d'estime de soi. Si vous ne savez pas à qui vous adresser, parlez-en à votre médecin généraliste ou à l'un des [organismes caritatifs spécialisés dans la santé mentale](#), ils sauront vous écouter et vous orienter vers les services susceptibles de vous aider.

- **Soyez physiquement actif.**

L'activité physique est non seulement un excellent moyen d'améliorer et d'entretenir votre santé et votre forme physique, mais elle présente également de nombreux avantages pour votre santé mentale, notamment en augmentant votre estime de soi, en vous aidant à fixer et à atteindre des objectifs et en augmentant les substances chimiques présentes dans votre cerveau pour modifier positivement votre humeur des ressources gratuites pour devenir actif [ici](#).



- **Donnez la priorité au sommeil.** Essayez de dormir 7 à 8 heures par nuit, sans passer de temps devant un écran 30 minutes avant d'aller vous coucher. Si vous avez mal dormi pendant un certain temps, sachez que le changement peut prendre un peu de temps. Il est important d'être patient et de ne pas attendre de résultats immédiats.

- **Mangez des repas équilibrés et hydratez-vous souvent.** Manger des repas équilibrés composés d'aliments complets et nutritifs et boire régulièrement de l'eau sont des habitudes saines qui favorisent une bonne santé mentale. Si vous avez du mal à trouver de la nourriture, adressez-vous à votre [banque alimentaire locale](#) pour obtenir de l'aide. Pour des idées de recettes de repas équilibrés avec un budget limité, vous pouvez les trouver sur Internet, par exemple sur le site [cooking on a bootstrap](#).

- **Prêtez attention au moment présent.** Concentrez-vous sur votre environnement en utilisant vos sens (odorat, vision, ouïe, toucher et goût), pour vous connecter au moment présent et rompre les associations négatives avec les pensées, les flashbacks ou les cauchemars. Pour plus d'informations sur la reconnexion avec notre corps et les sensations qu'il éprouve, cliquez [ici](#).



- **Utilisez vos valeurs pour renouer avec les activités que vous aimez.**

Identifiez et pratiquez des activités qui correspondent à vos valeurs fondamentales. Réfléchissez aux activités qui vous procurent un sentiment positif et vous aident à vous motiver pour rester

actif. Il existe de nombreuses ressources qui proposent des [exercices de pleine conscience](#) pour vous aider, ainsi que des [audios et des vidéos guidés](#).

- **Apprenez de nouvelles compétences et/ou donnez aux autres.**

L'acquisition de nouvelles compétences et le bénévolat sont très bénéfiques pour la santé mentale et peuvent contribuer à renforcer la confiance en soi, à donner un sens à sa vie et à créer des liens avec les autres. Lorsque vous apprenez de nouvelles compétences, il est important de vous fixer des objectifs modestes et faciles à gérer pour avoir un sentiment de réussite. N'essayez pas d'en faire trop et trop vite pour ne pas vous sentir dépassé. Par exemple, apprenez l'anglais, suivez des cours d'informatique dans une bibliothèque locale, faites du bénévolat dans un parc local ou dans un magasin de charité.



- **Évitez la consommation excessive de drogues et d'alcool.** Pour prendre soin de notre santé mentale, nous devons entraîner notre cerveau à développer des habitudes saines (décrites ci-dessus) au fil du temps. Il est important de maintenir ces habitudes dans notre vie quotidienne afin qu'elles fassent partie de notre routine et nous aident à gérer notre santé mentale, de la même manière que l'exercice continu nous aide à maintenir notre santé physique. Si cela vous pose problème, veuillez consulter [le guide et les ressources de soutien pour la dépendance et l'addiction](#).

Pour plus de conseils sur la manière de soutenir et de prendre soin de votre santé mentale, veuillez consulter le [site Web du NHS](#) ou [Mind](#).

Aucun recours aux fonds publics



Pas de recours aux fonds publics

Découvrez quels sont vos droits en matière de NRPF et comment votre autorité locale peut vous aider.

Qu'y a-t-il de nouveau ?

Si vous avez un NRPF, vous ne pouvez pas accéder aux "fonds publics". Une liste des "fonds publics" est disponible [ici](#)

Puis-je avoir accès à d'autres aides si je 'ai paas recours aux fonds publics (NRPF)?

Vous pouvez toujours avoir accès à des aides qui ne sont pas répertoriées comme des "fonds publics", telles que la scolarité, la garde d'enfants, les soins de santé et les repas scolaires gratuits. Le [réseau NRPF](#) dispose d'informations très complètes sur vos [droits](#).

Puis-je obtenir la suppression de la condition NRPF ?

Si vous bénéficiez d'une autorisation de séjour limitée au Royaume-Uni et que cette autorisation est assortie d'un NRPF, vous pouvez avoir le droit de faire une demande de recours aux fonds publics.

Il s'agit d'une demande de "changement de conditions". Elle est gratuite, et vous n'avez pas besoin d'un avocat pour la faire.

Veillez noter que vous ne pouvez généralement présenter cette demande que si vous avez reçu l'autorisation de rester pour des raisons de droits de l'homme. Par exemple, vous ne pouvez pas présenter la demande si vous n'avez pas l'autorisation de rester ou si vous êtes un demandeur d'asile.

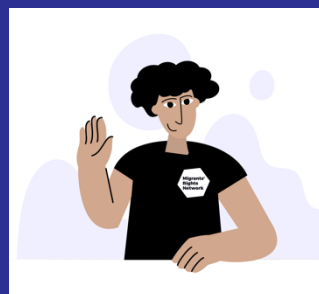
Le formulaire de demande et les conseils sont disponibles ici :
<https://www.gov.uk/government/publications/application-for-change-of-condition-s-of-leave-to-allow-access-to-public-funds-if-your-circumstances-change>.

Pour plus d'informations et de soutien

Projet 17

www.project17.org.uk

Tél : **07963 509044**



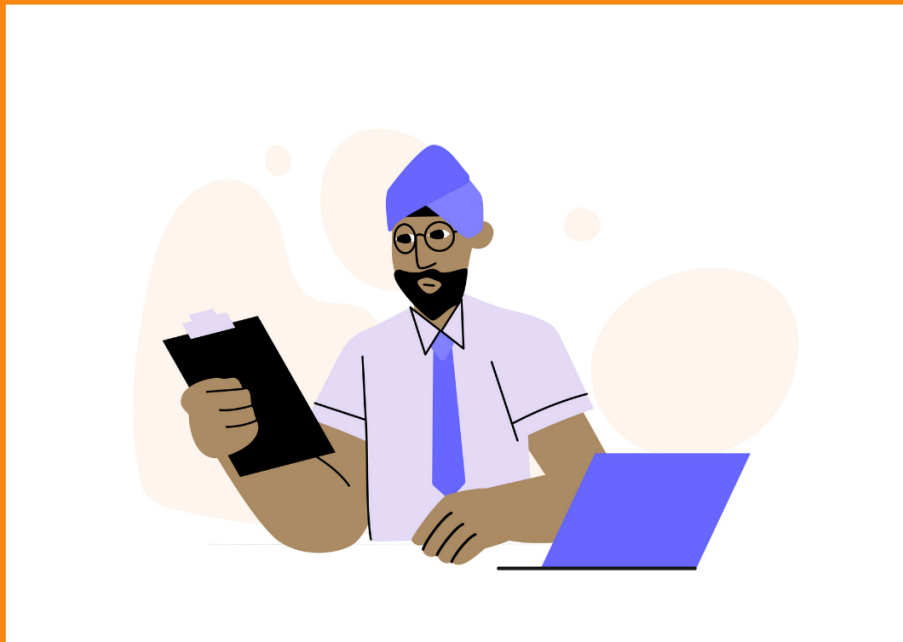
Unity Project

<https://www.unity-project.org.uk/>

Faire une demande de changement de conditions :

<https://www.unity-project.org.uk/makeanapplication>

Services Sociaux



Services sociaux

Renseignez-vous sur vos droits d'accès aux fonds publics si vous êtes dans le besoin.

Qu'est-ce qui est nouveau ?

Certains changements ont été apportés à la loi en 2016, mais le [ministère de l'Intérieur](#) n'a pas expliqué comment ces changements fonctionneraient et quand ils se produiraient. Pour l'instant, cela signifie que rien n'a changé dans la pratique.

Une exception, surtout à Londres, est que de nombreuses autorités locales ont maintenant des agents d'immigration qui travaillent dans leurs bureaux. Ils peuvent vous demander de les rencontrer si vous demandez un soutien à l'autorité locale. Si vous avez refusé de rencontrer l'agent de contrôle de l'immigration de l'autorité locale, cela peut être utilisé contre votre demande.

Nous expliquons ci-dessous comment les règles fonctionnent pour le moment.

Qu'est-ce que le "non-recours aux fonds publics" (NRPF) ?

Le "non-recours aux fonds publics" est une restriction en matière d'immigration appliquée à plusieurs milliers de personnes vivant au Royaume-Uni, qui les empêche d'accéder aux prestations et aides sociales, telles que le crédit universel.

La restriction s'applique aux personnes situées en dehors de l'[Espace économique européen \(EEE\)](#) qui :

- ont besoin d'une autorisation de rester au Royaume-Uni, mais ne l'ont pas. Il s'agit notamment des personnes [sans papiers](#) ou qui ont dépassé la durée de leur visa.
- Avoir le [droit de rester](#), mais avoir le cachet NRPF sur leur permis de séjour biométrique.
- Avoir le droit de rester sur la base d'un engagement d'entretien, ce qui signifie que lorsque vous avez fait votre demande, quelqu'un a accepté de payer vos dépenses et votre logement. Cette personne est appelée un parrain.
- attendent le résultat d'un appel.

Quand une aide est-elle disponible pour les familles qui n'ont pas recours aux fonds publics ?

La loi stipule que les conseils locaux doivent protéger le bien-être des "enfants en difficulté" dans leur région. Votre enfant sera certainement considéré comme étant "dans le besoin" si :

- Votre famille est sans abri ou
- Votre famille n'a pas assez d'argent pour répondre aux besoins fondamentaux (par exemple, nourriture et vêtements).

Votre conseil municipal peut avoir l'obligation de fournir à votre famille un logement et/ou une aide financière.

Les autorités locales ne peuvent pas conseiller à votre famille de retourner dans votre pays d'origine s'il existe un obstacle juridique ou pratique à votre retour (par exemple, si votre famille attend que le ministère de l'Intérieur prenne une décision concernant une demande d'autorisation de séjour). Si vous le pouvez, vous devez demander une aide et des conseils juridiques avant de faire une demande.

Quand l'aide est-elle disponible pour les personnes n'ayant pas recours aux fonds publics ?

Si vous êtes sans abri et sans ressources et :

- Vous êtes handicapé, âgé ou souffrant
- Votre famille n'a pas assez d'argent pour répondre aux besoins fondamentaux (par exemple, nourriture et vêtements).

Il se peut que vous puissiez obtenir une aide limitée en matière de logement et de soutien financier de la part de votre conseil local. La législation en la matière est complexe et vous devriez, si possible, demander un conseil et une aide juridiques avant de faire une demande.

Glossaire

Nous avons établi une liste de termes courants que vous pourriez rencontrer lorsque vous essayez de comprendre vos droits.

Demandeur d'asile : Un demandeur d'asile est une personne qui a demandé l'asile au Royaume-Uni en vertu de la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés, parce qu'elle craint d'être persécutée.

La déportation : La déportation est l'expulsion d'une personne ou d'un groupe de personnes d'un lieu ou d'un pays.

Ressortissant de l'EEE : Conformément au règlement de 2006 sur l'immigration (Espace économique européen), si vous êtes un ressortissant de l'EEE, vous bénéficiez d'un certain nombre de droits automatiques lorsque vous êtes immigrés et résidez au Royaume-Uni. Ces droits automatiques ont cessé pour tous les nouveaux ressortissants de l'EEE arrivant au Royaume-Unis depuis le 1er Janvier 2021.

Home Office : Le Home Office est un département ministériel du gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni, responsable de l'immigration, de la sécurité et de l'ordre public.

Immigrant : Du point de vue du pays d'arrivée, une personne qui se déplace dans un pays autre que celui de sa nationalité ou de sa résidence habituelle, de sorte que le pays de destination devient effectivement son nouveau pays de résidence habituelle.

Indefinite Leave To Remain (autorisation illimitée de rester) : Statut d'immigration accordé à une personne qui n'a pas le droit de séjourner au Royaume-Uni (RU), mais qui a été admise au RU sans limitation de durée de séjour et qui est libre de prendre un emploi ou de faire des études.

Migration irrégulière : Mouvement de personnes qui a lieu en dehors des lois, règlements ou accords internationaux régissant l'entrée ou la sortie de l'État d'origine, de transit ou de destination.

Leave to enter : terme technique désignant une personne autorisée à entrer au Royaume-Uni par le ministère de l'Intérieur.

Migrant : Une personne qui est venue dans ce pays par choix pour travailler ou étudier, ou pour rejoindre sa famille (généralement un visa de conjoint).

Réfugié : Une personne à qui le Royaume-Uni a accordé l'asile (dans le cadre de la convention de 1951) et qui a donc reconnu qu'elle risquait d'être victime de violence ou de persécution si elle retournait dans son pays d'origine.

Sans-papiers : terme général pour décrire une situation dans laquelle une personne n'a pas le droit de rester ou d'entrer au Royaume-Uni.

The logo consists of a black, irregular hexagonal shape centered on a solid orange background. Inside the black shape, the text "Migrants' Rights Network" is written in a bold, white, sans-serif font, arranged in three lines.

**Migrants'
Rights
Network**